



F.S.U 15

Déclaration de la FSU 15 au CDEN du 03/10/2022

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Triste été, où sécheresses et incendies, comme autant de signes du réchauffement de la planète, nous ont montré qu'il y a urgence à changer de modèle de société. La question du bâti scolaire, de leur équipement mais également celle des rythmes doivent être centrales dans la réflexion de la reconversion écologique.

Triste été où les émissions de CO2 des jets privés et des yachts des ultra-riches conduisent à demander à tous les autres, c'est-à-dire l'énorme majorité des humains, de baisser le chauffage, de couper le wifi et de bazarder leur vieille voiture, renvoyant la responsabilité sur les seul.es individus en lieu et place de politiques publiques.

Sale époque où la majorité gouvernementale refuse de taxer les superprofits de leurs ami.es de classe, les entreprises du secteur de l'énergie ou celles qui ont profité de la crise, au détriment des services publics et du financement de la transformation écologique.

Dure rentrée où le gouvernement reconnaît la nécessité de réévaluer le point d'indice mais le maintient très en-deçà de l'inflation.

Dure rentrée où une nouvelle réforme des retraites se prépare, nous imposant de travailler davantage pour des pensions abaissées.

Rentrée étrange où nous venons de passer deux années à gérer des urgences sanitaires et sociales sans aide du ministère, avec même un certain mépris. Pour autant, changement de ton n'est pas changement de voie : président et ministre de l'Éducation maintiennent tous azimuts le cap libéral sur l'école.

Dure époque où les mécanismes collectifs d'égalité territoriale et de gestion des personnels sont remplacés par des projets territoriaux, des évaluations d'écoles, des parcours individualisés, des rendez-vous de carrière.

Sale rentrée, où la crise du recrutement n'aura jamais été aussi prégnante. Systémique, faute de réelle revalorisation salariale, d'amélioration de nos conditions de travail et de moyens, elle a contraint le ministère à recruter la totalité de la liste complémentaire, une revendication de la FSU-SNUipp.

Dans un autre cadre, nous pourrions noter : n'écoute pas les conseils et remarques de ses professeurs, doit absolument anticiper son travail pour progresser et enfin, niveau qui reste très loin des ambitions proclamées...

Mais une fois n'est pas coutume : la rentrée s'est bien passée dans le Cantal, comme ailleurs, nous dit-on... Les rentrées passent et c'est toujours la même auto satisfaction. Pas optimale concède néanmoins le Ministre. Mais de quoi l'institution est-elle satisfaite ? Cette année, c'est formidable car il y a quelqu'un devant chaque classe. Quelqu'un, certes, mais pas un enseignant·e car cela, ce n'est plus possible en Macronie. Des contractuel·les, sans formation ni même aucune perspective de formation, autre que celle que les équipes sur le terrain pourront, dans des conditions déjà bien difficiles pour elles, leur donner. Des enseignant·es non formé·es, qui n'ont pour la plupart jamais mis un pied en classe, ce ne sont pas des enseignant.es. Nous aurions des exemples à vous donner, mais ce qui compte, c'est qu'il y ait quelqu'un face aux élèves, n'est-ce pas ? Quel mépris pour toute la complexité de notre métier, les élèves et leurs familles !

Nous pourrions également évoquer le recrutement tardif sur la LC, ayant entraîné des changements d'affectation de département après le 15 septembre, alors que dès le mois de février-mars, nous étions tous·tes conscients·es du fait que nous serions en sous-consommation en cette rentrée 2022.

Dans le 2nd degré, c'est certainement pire notamment depuis les deux dernières contre-réformes du collège et du lycée. "Réforme" du lycée couplée avec la casse du diplôme du bac national et la mise en place de parcoursup dont l'opacité est tellement angoissante pour les élèves et leurs familles...

La FSU se contentera d'illustrer son propos par deux exemples concrets.

Au lycée Monnet-Mermoz, il manquait 3,5 postes en cette rentrée. 3 ont été pourvus au bout de 15 jours par des contractuels dont 2 primo-enseignants·es ... Il reste donc toujours un demi-poste non pourvu depuis la rentrée sur une discipline qui est une spécialité de ST2S. Une classe de 1ère a déjà perdu plus d'un mois de cours dans leur discipline fondamentale.

Même chose au lycée Emile Duclaux : il manque toujours un demi-poste de lettres, une classe de terminale est concernée pour sa spécialité. Bilan : déjà 1 mois de cours perdu. Notre ministre s'obstine à conserver les épreuves de spécialités en mars ! Cela s'apparente à une catastrophe pédagogique. Peut-être faudrait-il proposer au ministre de placer les épreuves fin septembre pour se mettre à son niveau d'absurdité ?

Face à cette nouvelle désorganisation, on se demande bien ce qu'il advient de la gestion humaine des personnels et de l'intérêt des élèves...

Cette maltraitance institutionnelle, qui n'est qu'à la marge nous direz-vous, rejaillit sur la profession bien au-delà des seul.es concerné.es. Au déclassé salarial, à des conditions d'exercice toujours plus difficiles qui génèrent usure et conduisent parfois jusqu'à la rupture, à la perte de sens du métier, aux restrictions des droits, à l'insuffisance de création de postes, s'ajoute ce manque de considération qui pèse sur nous. Crise d'attractivité que ne cessent de crier tous les médias depuis les résultats des concours ; oui mal payés·es, maltraités·es, entravés·es dans notre liberté pédagogique, précarisés·es, paupérisés·es, on cherche la porte de sortie ou on se dit qu'avec un bac + 5 et un salaire à 1,1 fois le smic et une prime pour l'emploi à la clé en débutant, on va aller voir ailleurs. Le président Macron, qui a tout compris du malaise, a tout récemment

évoqué la nécessité d'une « révolution copernicienne » en matière d'Éducation nationale. Mise en concurrence des écoles, culture de l'évaluation, individualisation, augmentations avec contreparties etc... Toute la panoplie de la libéralisation de l'École et à terme sa privatisation. Pas sûr qu'on fasse reculer les inégalités avec cette belle révolution... Mais est-ce l'ambition de ce gouvernement ? certain.es diront qu'il y a sans doute la réponse dans la question...

Salaires, conditions de travail, mobilité, liberté pédagogique, collectif de travail, baisse des effectifs dans toutes les classes, autant de thèmes mis en exergue par nos collègues dans la grande enquête menée par la FSU-SNUipp l'an dernier. Parallèlement, la situation des AESH et la problématique de l'inclusion doivent être des priorités. C'est un préalable si on veut rendre le métier attractif ! Et qui dit amélioration des conditions de travail, dit dotation et carte scolaire, le nerf de la guerre...

Alors, la crise est peut-être réelle, mais la souffrance des personnels l'est aussi. Nous profitons donc de cette première instance pour rappeler quelques revendications de la FSU afin d'éviter que le système n'agonise :

- une augmentation des salaires rattrapant au minimum la perte du pouvoir d'achat depuis le gel du point d'indice, sans contrepartie ;
- un recrutement massif de personnels enseignants et non enseignants ;
- la suppression du dispositif d'évaluations d'école, véritable audit déguisé qui ajoute une charge considérable de travail et de pression sur les équipes et les directions, et le respect de la loi, à savoir que ces évaluations d'école ne revêtent aucun caractère obligatoire et ne reposent que sur la base du volontariat, ce que nous allons rappeler avec force à tout.es nos collègues ;
- la suppression de la loi Rilhac, qui ne répond pas aux problématiques de la direction d'école ; la FSU revendique un allègement des tâches et une augmentation du temps de décharge pour les petites écoles ;
- une formation initiale ambitieuse et de qualité, avec des pré-recrutements dès la L1, en lieu et place de stagiaires à 100% dans les classes et d'étudiant.es utilisé.es comme moyens d'enseignement ;
- une formation de qualité répondant aux besoins des personnels ;
- l'abandon de la loi de transformation de la fonction publique qui a mis à mal le travail des représentant.es du personnel ainsi que le dialogue social, renforçant l'arbitraire et l'injustice pour les personnels.

La FSU terminera son intervention en attirant l'attention sur l'école de Rageade. La situation de cette petite école a été longuement évoquée, à maintes reprises, dans les instances (CDEN, CHSCT, CTSD) l'année dernière. La FSU avait même interpellé Monsieur le Préfet, faisant part de sa plus grande inquiétude pour la santé physique et mentale des personnels alors en poste, et qui subissaient les plus grandes difficultés avec le premier magistrat de la commune. Les représentant.es de la FSU tiennent à vous faire savoir, Madame la Directrice, Monsieur le Préfet, qu'ils veilleront à ce qu'un tel fiasco ne se reproduise pas, et que la santé et la sécurité de la collègue actuellement en poste soient assurées, chacun.e devant assumer les responsabilités qui lui incombent.